



RECUEIL DES DOLÉANCES
ET DES PROPOSITIONS
DES CITOYENS

Le 22 février 2019, les cahiers de doléances ont été retournés à la Sous-Préfecture de Lunéville,
15 doléances écrites ont été recensées.

1. LE POUVOIR D'ACHAT AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS

Que ce soit en modulant la fiscalité locale (Taxe d'Habitation, Taxe Foncière), en revalorisant les pensions de retraite ou le point d'indice pour les fonctionnaires, 9 doléances sur 15 traitent de ce thème qu'est le pouvoir d'achat.

La fiscalité : un retour à l'ISF abordé et un sentiment d'inégalité fiscale

Le retour à l'ISF est abordé 3 fois, les personnes qui l'ont proposé souhaitent son retour sur tous les revenus.

Mais le thème des impôts est largement abordé, puisque la suppression des niches fiscales est une demande formulée 3 fois.

L'optimisation fiscale et la fraude fiscale dans des paradis fiscaux sont également abordés avec comme perspective ce sentiment d'injustice entre les « plus faibles », la classe moyenne et les citoyens ou entreprises plus fortunés qui peuvent « négocier » leurs impôts.

Le poids de la TVA supporté par tous les citoyens, celui de la TIPP, de la fiscalité sur les carburants plus généralement cristallisent beaucoup de colère, en particulier des retraités et des citoyens se proclamant de la classe moyenne.

De vives interrogations sont notées au sujet de l'imposition des élus (nationaux et locaux) : leur régime de retraite ou les avantages en nature par exemple sont contestés. Cependant, on peut noter que certaines revendications ne sont pas réelles (un citoyen se demande pourquoi les députés ne paient pas d'impôt...)

1.2 La nécessité de redonner du pouvoir d'achat

Il ressort dans la plupart des doléances la nécessité de revaloriser les pensions des retraités et une contestation du paiement de la CSG par ces derniers. Il est évoqué également l'augmentation du SMIC et plus généralement, la lutte contre la pauvreté en donnant à chacun les moyens de vivre.

2. LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : DES PROPOSITIONS POUR AGIR AU QUOTIDIEN

Que ce soit sur les cahiers de doléances ou lors des débats organisés par la ville de Maxéville, les citoyens se sont largement exprimés sur la transition énergétique. Les questions liées à l'environnement semblent les préoccuper : le réchauffement climatique, l'utilisation de pesticides, la pollution, les mobilités ou le gaspillage.

2.1 La question des mobilités

Thème transversal avec le sujet des services publics, la réflexion sur le développement des transports publics a été abordée en débat. Les transports en commun en bus ou en train sont à privilégier selon les citoyens, mais également les mobilités douces comme le vélo avec la nécessité de développer les pistes cyclables.

2.2 La lutte contre le gaspillage

Qu'il soit énergétique ou alimentaire, les citoyens qui se sont exprimés prescrivent une meilleure utilisation de l'énergie et la lutte contre le gaspillage alimentaire en proposant les dons à associations pour les plus démunis par exemple ou le système de consignes sur les bouteilles ou canettes.

2.3 Vers une agriculture raisonnée

Il faut être éco-responsable et proposer aux agriculteurs des alternatives au glyphosate et éviter les pesticides.

3. LA DÉMOCRATIE ET LES ÉLUS

D'une façon générale, que ce soit au niveau des doléances écrites ou dans le cadre des débats organisés, les citoyens s'interrogent sur les « privilèges » des élus, en particulier les élus nationaux mais également ceux des hauts fonctionnaires.

3.1. Un sentiment d'injustice vis-à-vis des élus nationaux

Il est relaté, à plusieurs reprises, des « privilèges » réservés aux élus (sénateurs, députés..) notamment en matière de pension de retraite ou d'avantages en nature. Cependant, il a été relevé que les « députés ne payaient pas d'impôts », ce qui démontre qu'il existe dans l'imaginaire collectif des contre-vérités ou fake news à ce sujet.

Toutefois, il est à noter que les élus locaux sont plutôt préservés car ils « mouillent le maillot », sont sur le terrain et « connectés » à la réalité des territoires.

3.2. La critique des hauts fonctionnaires

Les hauts fonctionnaires sont mal perçus, certaines doléances relatent des salaires mirobolants de l'ordre de 250 000 euros par an pour le Gouverneur de la Banque de France par exemple ; critique qui revient régulièrement.

3.3 Réformer les institutions

Dans ce thème, les citoyens ont apporté beaucoup de propositions comme l'instauration d'une représentation nationale à la proportionnelle ou un système représentatif avec des citoyens tirés au sort.

Il ressort également une volonté d'accroître la décentralisation et une volonté que les décisions doivent être prises localement.

Le référendum d'initiative citoyenne n'est proposé qu'une seule fois, bien qu'il y ait un désir de plus de consultations par le biais du référendum.

A noter également le paradoxe suivant : un citoyen demande la VI^{ème} République alors qu'un autre souhaite conserver la Constitution de la V^{ème} République et le retour au septennat.

En conclusion, les citoyens ont mesuré l'importance de la transition énergétique et proposent d'ailleurs des solutions. Cependant, il semble à leurs yeux que la fiscalité à ce sujet doit être plus juste. Ils sont très critiques à l'égard des élus nationaux et des hauts fonctionnaires mais épargnent les élus locaux, lesquels sont au plus proches des citoyens et des territoires. Enfin le pouvoir d'achat est au centre de leurs préoccupations, thème qui revient dans la plupart des doléances.

4. AUTRES THÈMES ABORDÉS

4.1 Le handicap

Des doléances et propositions sont relevées au sujet de la vie professionnelle des personnes handicapées : les salariés peuvent bénéficier d'une retraite anticipée en raison de la pénibilité de leur travail, une personne propose que cette mesure soit également proposée aux personnes en situation de handicap.

Dans le quotidien, les prestations versées sont souvent insuffisantes pour faire face aux dépenses liées au handicap comme la prestation de compensation du handicap (qui finance les aides humaines comme l'entretien personnel, les déplacements, la participation à la vie sociale, l'alimentation...).

4.2 Les Sans Domicile Fixe

Il est proposé d'ajouter plus de foyers pour les SDF et d'aides à la réinsertion.

4.3 Sujets sociétaux

L'euthanasie est abordée et une personne souhaite qu'elle soit enfin autorisée en France. Face à la pénurie de dons d'organes en France, la proposition de rendre obligatoire ce don est suggérée.

4.4 Laïcité

Il est proposé d'alléger l'application de la laïcité qui serait source de frustration et stigmatisation.

4.5 Scolarité et formation

Des réformes du baccalauréat et de la formation des enseignants sont souhaitées.

4.6 Immigration

Pour résoudre le problème des migrants, un citoyen propose de régler le problème à son origine, c'est-à-dire dans leur pays d'origine. Un autre citoyen dénonce ce qu'il considère comme un problème de société : l'immigration massive, le terrorisme islamique et d'une manière générale « l'islamisation progressive et rampante » de la France.